

La cérémonie officielle de sortie de la promotion 2016-2017 de l'ENAPOSTE L'Ecole nationale des Postes

Page 20

Les éditions

Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du dimanche 9 juillet 2017
7 Jrs/7

N°445

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 23.

Urgent : le DIRCAB du ministère de la sécurité traite d'irresponsable le représentant de l'UNAPOL

Page 4



SICABAT, c'est parti pour la onzième édition

Page 8



Soutenance de thèse à l'université Ouaga II : Blanchard Auguste YAMEOGO déclaré doctorat en sciences juridiques et politiques avec la mention très honorable

Page 17



Déclaration liminaire du Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO

Page 10

Gaoua

Morts de plusieurs porcs constatés

Région du Sud-Ouest



Un échantillon de restes de porcs morts jonchant à l'air libre dans la ville de Gaoua.

Depuis plusieurs semaines, les éleveurs de porcs de la ville de Gaoua voient mourir leur cheptel. Cette épidémie a touché tous les secteurs de la ville engendrant chaque jour inquiétude et tristesse au rang des éleveurs dont cette activité constitue une source de revenus. Même si les autorités en charge de l'élevage, dès les premières heures de la maladie, ont prodigué des conseils aux populations, celles-ci sont restées indifférentes refusant de les respecter. Fort de ce constat, il était impérieux d'interpeller ces derniers aux dangers économique et sanitaire

auxquels elles sont exposées.

La peste porcine classique est une maladie virale contagieuse qui touche les suidés (dont le porc domestique et le sanglier) qui en seraient le seul réservoir sauvage. Faute de traitement efficace connu, les porcs et autres suidés malades doivent être abattus, enterrés ou incinérés dans les conditions sanitaires appropriées et dans le respect de la réglementation locale et internationale. La gravité et la contagiosité du virus rendent nécessaire l'identification de la zone infectée, l'élimination des animaux touchés, la désinfection complète du site et le contrôle

des déplacements des suidés et matières à risque. Il existe aussi une peste porcine africaine, également à déclaration obligatoire. Ces maladies ne sont pas des zoonoses (pas transmissibles à l'homme). A Gaoua, il y a environ trois mois que l'on assiste à une mortalité de porcs à une proportion inquiétante. D'un quartier à un autre, ce sont des restes de porcs qui jonchent dans la nature aux abords de certaines rues ou autres endroits fréquentés de la ville. Les passants ou riverains surpris souvent par les odeurs nauséabondes sont obligés de se boucher les narines. Les autorités en charges de la santé animales ont sensibilisé

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2

les populations sur les mesures à prendre. Malheureusement le comportement de celles-ci montre que les conseils donnés ne sont pas respectés. Les porcs morts restent à l'air libre, se décomposent où d'autres porcs, et certains animaux viennent dévorer la chair en décomposition. Cela aggrave la situation et c'est l'économie de ces familles qui prend un coup. Même s'il est dit que la maladie n'est pas contagieuse à l'homme, les mesures proposées par les agents vétérinaires doivent être respectés pour éviter la propagation de la maladie. Souvent ces porcs morts, coupés en morceaux sont commercialisés en mets dans les cabarets. Le responsable de la peste porcine classique est du même genre que le virus responsable de l'hépatite C. Ce virus est présent dans



Souvent ces porcs morts, coupés en morceaux sont commercialisés en mets dans les cabarets.

l'essentiel de l'Asie, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud ainsi que dans certaines parties de l'Europe et de l'Afrique selon les spécialistes. Ce virus résiste au froid et à la congélation, et à certains traitements de la viande (conservateurs, fumage) ainsi (partiellement) qu'à une

chaleur modérée jusqu'à 56°C et donc dans une viande mal cuite ont-ils ajouté. Il appartient aux populations d'adopter de comportement citoyens car c'aurait été une autre maladie la situation allait être catastrophique.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SC Info

G20: accord pour une déclaration commune sur le climat

Les pays du G20 ont trouvé samedi 8 juillet un compromis sur le climat pour éviter une rupture définitive avec les Etats-Unis après leur sortie annoncée des accords de Paris, selon le communiqué final.

Leur communiqué final « prend acte » d'une part de la sortie des Etats-Unis de ces accords visant à lutter contre le réchauffement climatique, qui sont qualifiés d' « irréversibles ».

Une manière d'isoler les Etats-Unis sur le sujet. « Je me réjouis beaucoup que tous les autres chefs d'Etat et de gouvernement » s'en tiennent aux accords de Paris, a déclaré à la presse la chancelière allemande Angela Merkel, hôte du sommet.

Dans le même temps, les Etats-Unis de Donald Trump obtiennent une concession.

La déclaration finale dit qu'ils « vont œuvrer pour travailler étroitement avec d'autres partenaires pour faciliter leur accès et leur utilisation plus propre et efficace des énergies fossiles, et les aider à déployer des énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie propre ».

Ce passage instaure une situation inédite pour le G20 qui valide ainsi le fait qu'un de ses membres puisse suivre une politique individuelle à contre-courant de ses autres membres.



SOCIÉTÉ

Urgent : le DIRCAB du ministère de la sécurité traite d'irresponsable le représentant de l'UNAPOL

Région du Centre



C'était à l'occasion d'une rencontre de cadrage de la "commission élargie de réflexion sur les rétributions des prestations des forces de sécurité" tenue le vendredi 07 juillet 2017 au sein du Ministère de la Sécurité.

Le SGA d'UNAPOL, mandataire du syndicat, pour avoir au nom des militants rejeté le principe de voir un texte commun à la Police et à la Gendarmerie pour régir les services rétribués (les prestations étant totalement différentes) s'est vu traiter d'« IRRESPONSABLE » par Monsieur Clément OUONGO, Directeur de Cabinet du Ministère de la Sécurité.

En rappel, la question de la relecture des textes sur le service payé fait partie intégrante de la plate-forme revendicative minimale déposée auprès du Ministre d'État depuis novembre 2016. Il s'agit de la relecture du "Décret n°79-356/PRES/IS/DGPN du 25 juillet 1979 portant fixation des montants

des rétributions allouées aux prestations de service effectuées par les fonctionnaires de Police au profit de particuliers" et également des arrêtés relatifs à la même question. Cette préoccupation est donc purement policière et est antérieure aux remous constatés çà et là dans les services de police. Le représentant de l'UNAPOL n'a fait qu'exprimer la position des policiers telle que ressortie dans les rapports des différentes Directions Régionales de Police.

UNAPOL, pour ne pas être comptable du complot qui est sur le point d'être ourdi par le Ministre, son DIRCAB et leurs alliés de circonstance dont la présence de certains membres à cette commission mérite d'être justifiée, décide, après concertation des délégués, de ce qui suit :

- se retire de ladite commission ;
- rejette purement et simplement et ce pour la deuxième fois ces projets de textes ;
- demande la dissolution pure et simple de la commission ;
- réclame tout simplement l'actualisation du décret ci-dessus cité ;
- met en garde contre toute tentative de passage en force ;
- décline toute responsabilité quant aux éventuelles conséquences de l'injure proférée par le DIRCAB si celui-ci ne se ressaisit pas ;
- se réserve le droit d'entreprendre

toute action pour défendre les intérêts des policiers.

Par conséquent, UNAPOL invite tous les militants à rester en alerte en attendant des consignes dans ce sens.

Par ailleurs UNAPOL, tout en saluant le sang froid de son représentant s'interroge sur :

- ce qui a pu bien soumettre à rude épreuve les nerfs de Monsieur le DIRCAB ?
- pourquoi le DIRCAB s'obstine-t-il à jeter de l'huile sur le feu ?
- quelles sont les raisons de cette animosité ?
- d'ailleurs, Monsieur OUONGO a-t-il la perspicacité nécessaire pour présider une commission devant statuer sur une question de cette importance ?

UNAPOL invite Monsieur le DIRCAB, à faire preuve de moins de zèle car, s'il est placé à ce poste, certes il doit cela à la confiance et au pouvoir discrétionnaire du Ministre mais, il le doit aussi et surtout au sens élevé de loyauté et d'esprit républicain de ceux-là qu'il administre et dont il est persuadé d'être nettement en deçà à bien d'égards.

LE SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION ET AUX RELATIONS EXTÉRIEURES.

ANNONCE

CENTRE D'EXAMEN EUROPEEN

SEMINAIRES DE CERTIFICATION en Suivi-Evaluation des Projets et Programmes



Certificats

- ✓ Spécialisation
250.000 FCFA
- ✓ Expertise
500.000 FCFA

A Ouagadougou

du 17 au 21 Avril 2017
du 19 au 23 Juin 2017
du 21 au 25 Août 2017
du 11 au 15 Décembre 2017

A Bobo Dioulasso

du 03 au 07 Avril 2017
du 28 Août au 1er Septembre 2017

Inscription 60 jours avant le début du séminaire : réduction de 20%
Inscription 30 jours avant le début du séminaire : réduction de 10%
Inscription en groupe de 5 personnes : réduction supplémentaire de 10%

www.sciences-campus.org

contact@ebs-edu.fr

Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen
Situé sur l'Avenue Sembene Ousmane
à 500m de l'Ambassade des Etats Unis
Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672074141 / +22672072020 / +22666200026

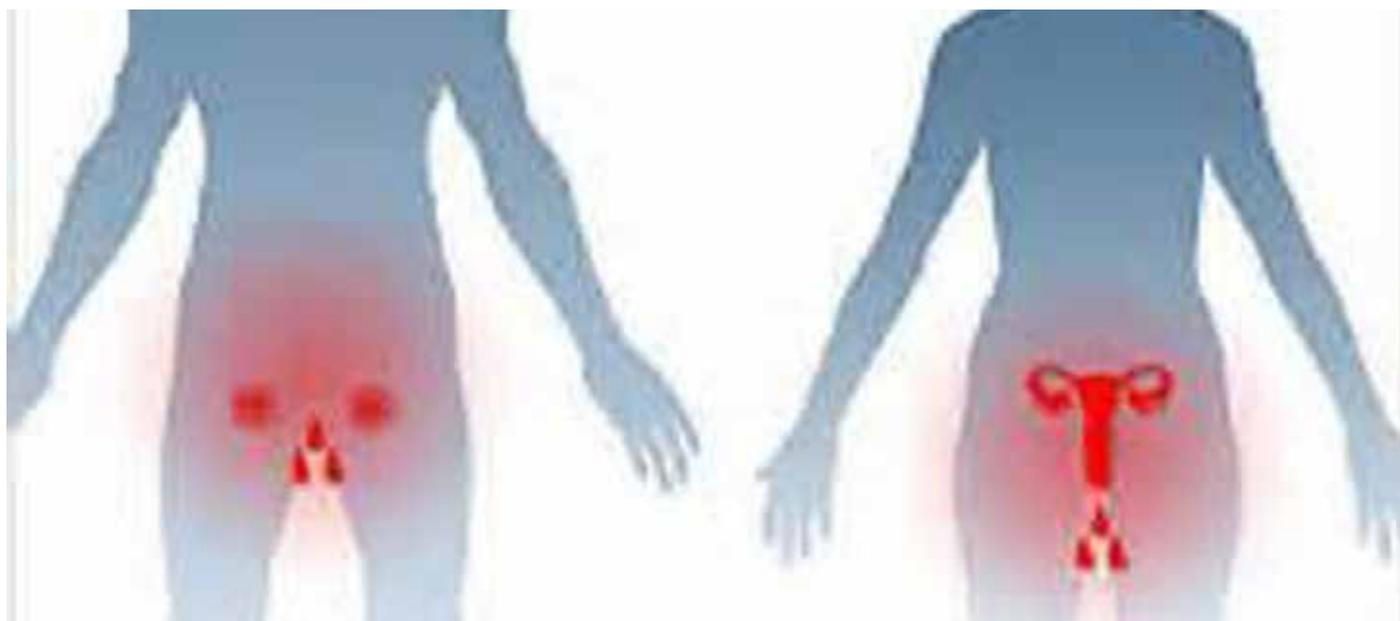
Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences
et Technologies ISC-Bobo au Centre Ville
sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672080303 / +22670010505

SANTÉ

OMS : la gonorrhée plus difficile à soigner

Région du Centre



Dans un rapport publié jeudi l'Organisation mondiale de la santé a averti qu'il est de plus en plus difficile de soigner la gonorrhée, communément appelée chaude-pisse.

Dans un rapport publié jeudi l'Organisation mondiale de la santé a averti qu'il est de plus en plus difficile de soigner la gonorrhée, communément appelée chaude-pisse. Cette maladie sexuellement transmissible touche toutes les couches de la population.

Émission de pus par le méat urinaire ; signe d'une gonorrhée chez l'homme. L'OMS a averti que dans certains cas, la gonorrhée est impossible à soigner. Le virus de la bactérie est devenu très intelligent et résiste rapidement aux antibiotiques.

L'OMS déplore le fait que certains jeunes utilisent de moins en moins

de préservatifs contre les MST. L'étude de l'OMS conduite dans 77 pays a montré que le problème était répandu. L'infection décelée dans certains cas au Japon, en France et en Espagne était incurable.

Selon l'OMS ce n'est qu'une face émergée de l'iceberg. La plupart des cas de gonorrhée enregistrés se situent dans les pays pauvres peu aptes à surveiller les niveaux de résistance.

Les responsables de l'Organisation mondiale ont déclaré que la situation est sombre et que des recherches sur de nouveaux médicaments et un vaccin sont essentielles.

Notons que la blennorragie ou gonorrhée (aussi appelée familièrement chaude-pisse, chaude-lance, castapiane ou chtouille) est une infection sexuellement transmissible. C'est une infection des organes génito-urinaires, due au gonocoque (*Neisseria gonorrhoeae*) découvert par Albert Neisser en 1879 dans un pus d'urétrite aiguë et isolé en 1885 par Bumm. Elle fait partie des gonococcies.

Pendant des siècles la blennorragie a été confondue avec la syphilis ; leur non-identité sera définitivement démontrée par Jean-François Hernandez (1812) et surtout par Ricord (1838).

Vers 2008, environ 106 millions

La suite à la page 7

SANTÉ

La suite de la page 6

de personnes étaient infectées par le gonocoque chaque année. Vers 2015, environ 78 millions de personnes seraient infectées chaque année, parfois sans symptômes, parfois avec des douleurs dans les organes génitaux, le rectum et/ou la gorge, avec risques d'infertilité voire d'infection du cerveau ou du cœur sans traitement.

Les femmes de 15 à 19 ans et les hommes de 20 à 24 ans sont les groupes les plus touchés. En 2003, une directive de l'OMS recommande les quinolones (ciprofloxacine notamment) comme traitement, mais en raison d'une antibiorésistance croissante, l'OMS a en 2016 recommandé l'abandon des quinolones contre ce microbe.

La période d'incubation est habituellement de 2 à 7 jours ; plus de 50 % des hommes et des femmes peuvent être des porteurs asymptomatiques de ces infections, qui sont le plus souvent localisées dans certaines



Gonorrhée chez la femme.

parties du corps comme le rectum et le pharynx; le plus souvent, les contacts sont asymptomatiques, une infection chronique asymptomatique est possible.

La présence d'une infection génitale peut faciliter la transmission du VIH.

Le dépistage de la blennorragie peut se faire soit par test d'urine, soit pas prélèvement de la région



Émission de pus par le méat urinaire ; signe d'une gonorrhée chez l'homme.

infectée à l'aide d'un tampon d'ouate (au niveau de l'urètre chez l'homme et du col de l'utérus chez la femme, et au niveau du rectum et du pharynx pour les deux sexes).

J A Burlo.

Présidentielle au Rwanda: deux candidats seront opposés à Paul Kagame

La liste définitive des candidats à la présidentielle du 4 août au Rwanda est désormais connue. Deux candidats d'opposition, dont un candidat indépendant, pourront participer à l'élection face au président sortant Paul Kagame, qui brigue un troisième septennat, a annoncé vendredi soir 7 juillet la Commission électorale rwandaise (NEC). La semaine dernière, elle avait rejeté la totalité des candidatures des quatre candidats indépendants estimant que leur dossier n'était pas complet. Ils avaient cinq jours pour régulariser leur situation.



SICABAT, c'est parti pour la onzième édition

Région du Centre



Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme (deuxième à partir de la droite) a félicité le promoteur du SICABAT à gauche. Un évènement qui tombe bien à propos.

Le site du SIAO accueille le salon international de l'Ingénierie de la Construction de l'Architecture et du bâtiment (SICABAT). Onzième du genre, ce salon va constituer quatre jours durant, une vitrine pour les acteurs du secteur de l'immobilier.

Ils sont venus de plusieurs pays d'Afrique et d'ailleurs pour participer à la onzième édition du

Salon international de l'Ingénierie de la Construction de l'Architecture et du Bâtiment (SICABAT). Il s'agit de promoteurs d'entreprises qui évoluent dans différents aspects entrant dans le cadre de la construction immobilière. On y trouve tout ce qui a trait à la construction d'une infrastructure. Des sociétés spécialisées dans l'accompagnement juridique à des cabinets d'architecture aux entreprises de cimenteries comme la société SIMBURKINA qui est

d'ailleurs le partenaire officiel du salon, tout y passe. Les sociétés qui évoluent dans l'ameublement ne sont pas en reste. Pour le promoteur, Yvon Bassolé, cette édition revêt un aspect d'autant plus particulier que le programme de 40 000 logements, lancé par le gouvernement, a besoin d'entreprises qui ont les ressources humaines et technologiques appropriées. Le thème : « Contribution du secteur de l'immobilier à la résorption du

La suite à la page 9

SOCIÉTÉ

La suite de la page 8



Le ministre Bonanet procédant à la coupure de ruban marquant le lancement du salon.

chômage au Burkina Faso » est tout aussi évocateur. Le promoteur estime que « la valorisation des métiers de la construction et de l'habitat au sein de la jeunesse, est le moyen le plus adéquat pour produire des ressources humaines capables de répondre à la demande d'un secteur en pleine croissance dans notre pays. »

Ce que ne contredit pas le Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme pour qui le SICABAT dans sa volonté de lutter contre le chômage s'inscrit en droite ligne du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) qui a aussi le chômage massif en ligne de mire. Après avoir fait le tour des expositions, le ministre Maurice Dieudonné Bonanet n'a pas caché son émerveillement devant les technologies exposées. La vocation du SICABAT étant l'amélioration du cadre de vie, le promoteur Bassolet appelle le public à faire massivement le tour. Il estime que ce salon leur offrira une



Les exposants sont venus de divers horizons.

satisfaction d'autant plus grande que le domaine du bâtiment est continuellement en évolution d'où l'intérêt de manifestations comme le SICABAT pour être au diapason des dernières normes en matière de construction.

Soumana Loura pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Déclaration liminaire du Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO

Région du Centre



Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO.

Mesdames et messieurs, les journalistes,

Comme vous le savez, le 28 avril 2017, le Groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a rendu son avis n° 39/2017 dans l'affaire Djibril BASSOLE contre l'Etat burkinabé.

En rappel, le Général Djibril BASSOLE a été interpellé le 29 septembre 2015, dans le cadre de l'enquête sur le Putsch du 16 septembre 2015 qui a fait 16 morts, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels. Le 5 octobre 2015, il a été inculpé par le juge d'instruction militaire

et placé sous mandat de dépôt, conformément au droit burkinabé. Estimant sa détention arbitraire, le Général Djibril BASSOLE a, par le biais de ses avocats, saisi le Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Le Gouvernement du Burkina Faso, conformément à ses engagements internationaux, a coopéré pleinement à cette procédure. Il a fourni au Groupe de travail tous les moyens lui permettant d'avoir un point de vue éclairé sur la procédure et la situation judiciaire du Général Djibril BASSOLE. Après examen de ces moyens, le Groupe de Travail est parvenu à la conclusion que la quasi-totalité des moyens invoqués par le Général Djibril BASSOLE n'étaient pas fondés. Ainsi, il a estimé que :

– la détention de M. Djibril BASSOLE n'a pas un caractère politique ; en effet, le Groupe de travail n'a relevé aucun lien entre la détention du Général BASSOLE et son positionnement politique (paragraphe 38) ;

– l'arrestation de M. Djibril BASSOLE est fondée sur des bases légales (paragraphe (43)

– les critiques relatives aux enregistrements audio et leur

divulgation sur internet ne sont pas fondées (paragraphe (44) ;

– le fait que M. Djibril BASSOLE n'ait pas pu bénéficier d'avocats étrangers dès son arrestation a été jugé réparé et n'a donc aucune conséquence négative sur la procédure (paragraphe 45).

Malgré ces conclusions, le Groupe de travail a émis l'avis selon lequel la détention du Général Djibril BASSOLE est arbitraire. Cet avis est fondée sur les constatations suivantes :

– « M. BASSOLE était un gendarme mis en disponibilité de sorte qu'il avait retrouvé son statut de civil au moment des faits en cause. Dès lors, il devrait être soumis à la justice civile et non à la justice militaire. » ;

– « le fait de soumettre M. BASSOLE à la Justice militaire dans les circonstances de la présente affaire viole son droit à un procès équitable de façon irrévocable. La gravité de cette violation continue est telle que la détention en devient arbitraire et que M. BASSOLE doit être libéré.

Comme on peut le constater, pour

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

qualifier la détention du Général Djibril BASSOLE d'arbitraire, le Groupe de Travail a estimé qu'au moment de son arrestation, il avait retrouvé le statut de civil par l'effet de sa mise en position de disponibilité. Il estime donc qu'en tant que civil, M. Djibril BASSOLE devait être traduit devant les juridictions civiles et non devant les juridictions militaires. Le fait pour le Gouvernement d'avoir mis fin à sa disponibilité le 5 novembre 2015, a été interprété par le Groupe de travail comme le moyen trouvé par le Gouvernement pour soumettre M. Djibril BASSOLE à la Justice militaire en lui faisant recouvrer son statut de militaire. Or, il n'en est rien.

D'abord, il est à noter que le fait de mettre fin à la disponibilité du Général Djibril BASSOLE répondait à un souci de discipline militaire et ne visait nullement les intérêts de la procédure pénale. En effet, les militaires en disponibilité conservent leur statut de militaire au sens du code de justice militaire (article 36 Code de justice militaire). Il reste donc soumis aux règles et à la déontologie militaires. Par application de cette disposition, le Burkina Faso n'avait donc nullement besoin de mettre fin à la disponibilité du Général Djibril BASSOLE pour pouvoir le traduire devant la Justice militaire.

Ensuite, en droit burkinabé il n'est pas exclu que le Tribunal militaire soit compétent à l'égard de personnes civiles. En effet, selon l'article 48 du code de Justice militaire lorsque les militaires, poursuivis devant les juridictions militaires ont agi avec des civils comme co-auteurs ou complices,

ils sont tous traduits devant les juridictions militaires. L'affaire du Putsch du 16 septembre 2015 est une atteinte à la sûreté de l'Etat; elle implique un régiment de l'armée burkinabé, à savoir l'ex régiment de sécurité présidentiel ex RSP) avec en tête un officier général de l'armée burkinabé. Conformément à l'article 48 ci-dessus évoqué, tous les civils impliqués dans ce putsch se retrouvent donc être justiciables de la Justice militaire.

Enfin, l'on peut déplorer le fait que le Groupe de travail n'ait pas permis au Gouvernement de se défendre sur cet aspect du problème, car à l'origine, la source a invoqué la réintégration du Général Djibril BASSOLE dans l'armée pour expliquer qu'il s'agit d'une décision qui la placée dans une position incompatible avec une candidature électorale. La source n'invoquait donc pas la question de la compétence du tribunal militaire.

Mesdames et messieurs les journalistes,

Comme vous pouvez le constater, la procédure dans le cadre de l'affaire dite du putsch du 16 septembre, a été engagée dans le strict respect du droit burkinabé et plus particulièrement du code de Justice militaire adopté le 24 mai 1994 et du code de procédure pénale. Le Burkina Faso se réjouit de ce que dans le cadre de l'examen de la plainte du Général Djibril BASSOLE, le Groupe de travail n'a retenu comme justifiée, aucune des accusations relevant de la manipulation du droit. Cela confirme qu'après près de deux ans d'instruction,

la procédure engagée contre le Général Djibril BASSOLE, suit son cours de façon totalement régulière, comme l'a constaté le Groupe de travail lui-même.

Je voudrais rassurer les uns et les autres que la procédure judiciaire suit son cours dans le cadre d'une Justice indépendante et impartiale. Le Gouvernement burkinabé, conformément à la constitution, aux engagements contractés dans le cadre du pacte national pour le renouveau de la Justice et à ses engagements internationaux, ne peut et ne doit s'immiscer dans le fonctionnement de la Justice. Il œuvrera toujours à créer les conditions d'une justice respectueuse des droits humains.

En tout état de cause, le Burkina Faso, au regard de ce qui précède, va demander le réexamen de l'affaire par la procédure de révision en vertu du paragraphe 21, alinéa c du Document A/HRC/33/66 du Conseil des droits de l'homme sur les méthodes de travail du Groupe de travail sur la détention arbitraire du 12 juillet 2016.

Je vous remercie.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

21ème session du comité régional de pilotage des programmes : eau potable et assainissement (crp/pn-aeapa 2017) de la région du Centre-Ouest

Région du Centre-Ouest

Le vendredi 30 juin 2017, s'est tenue la 21ème session du CRP/PN-AEPA du Centre-Ouest dans la salle de réunion de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Koudougou sous la présidence de Monsieur Sibiri Issa OUEDRAOGO, Secrétaire Général de la Région, Président dudit comité. En rappel, le

CRP/PN-AEPA est un moyen de suivre les performances du programme eau potable et assainissement dans la Région.

L'objectif de cette 21ème session était de faire le bilan semestriel des réalisations physiques et financières du programme d'activité 2017, d'ajuster les programmations et d'échanger

sur les difficultés rencontrées afin d'adopter de nouvelles stratégies pour une mise en œuvre effective et efficiente des activités de l'année. Il en ressort que :

- sur 97 forages neufs à réalisés en 2017, 17 ont été réalisés soit un taux de réalisation de 17,71%. Le taux de réhabilitation des forages s'évalue à 8,33% ;
- le taux de réalisation



d'ouvrages d'assainissement est de 20,07%.
- l'ensemble des communes de la région sont dotées de PCD-AEPA.

Cependant 16 PCD-AEPA sont dépassés et méritent d'être actualisés,
- plusieurs AUE existantes ne fonctionnent pas. Une mobilisation des partenaires s'impose pour le renforcement des capacités des différents acteurs, pour une opérationnalisation de la réforme du système de gestion des PMH dans la région, gage de la bonne fonctionnalité des ouvrages.

L'objectif de cette 21ème session était de faire le bilan semestriel des réalisations physiques et financières du programme d'activité 2017, d'ajuster les programmations et d'échanger sur les difficultés rencontrées.

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

- le niveau d'exécution du plan de passation des marchés est satisfaisant avec un taux de 79%. Dans l'ensemble, les niveaux de réalisation des ouvrages d'AEPA sont faibles, cependant les taux d'engagement financier satisfaisants, laissent nourrir l'espoir que les résultats au

second semestre seront atteints. Les difficultés majeures relevées à cette rencontre concernent le retard dans la passation des marchés, la défaillance de certains prestataires et l'insuffisance de gestion et de suivi contrôle des ouvrages. Il a été proposé de promouvoir l'entente dans les

collectivités pour le suivi-contrôle des travaux d'AEPA. Pour se faire, des rencontres se tiendront en juillet avec les communes et les personnes ressources.

La commune rurale de Yargo dans le district sanitaire de Boussé dispose d'un CSPS

Région du Centre



L'inauguration de ce centre de santé et de promotion sociale s'est déroulée ce matin en présence du ministre de la santé, de l'ambassadeur de la République de Chine Taïwan au Burkina et du gouverneur de la région du plateau central.

L'inauguration de ce centre de santé et de promotion sociale s'est déroulée le matin du vendredi du 7 juillet 2017 en présence du ministre de la santé, de l'ambassadeur de la

République de Chine Taïwan au Burkina et du gouverneur de la région du plateau central. C'est le premier centre de santé pour la population de Yargo estimée à 1600 habitants selon le porte-parole de la

population l'ancien journaliste à Sidwaya Sita Tarpagdo .

Le CSPS désormais dans les mains des bénéficiaires est composé de dispensaire, d'une maternité d'un dépôt MEG , d'un incinérateur ,

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



La construction de ce CSPS a coûté 119 875 435 fcfa selon l'ambassadeur de la République de Chine Taïwan au Burkina SHEN Cheng-Hong.

de 4 latrines , de deux logements et d'un dispositif solaire . La construction de ce CSPS a coûté 119 875 435 fcfa selon l'ambassadeur de la République de Chine Taïwan au Burkina SHEN Cheng-Hong. Le ministre de la santé qui a présidé cette

cérémonie d'inauguration a invité les bénéficiaires à faire du CSPS leur patrimoine afin de donner plus de chance aux infrastructures. Le Docteur Smaila Ouédraogo a aussi insisté sur la bonne collaboration entre la population et le personnel de santé. La mesure

de gratuité des soins en vigueur au Burkina a été expliquée aux populations sorties nombreuses pour assister à l'ouverture officielle des portes du CSPS de YARGO.

Cérémonie officielle de descente des vannes du barrage de Samendéni

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement Niouga Ambroise OUEDRAOGO a procédé le matin du 7 juillet 2017 à la fermeture des vannes du barrage de Samendéni. Cette cérémonie est la matérialisation de l'engagement du gouvernement à finaliser les travaux du barrage en fin juin. elle marque aussi le début du remplissage du barrage.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement Niouga Ambroise OUEDRAOGO a installé le matin du 6 juillet 2017 les membres du Conseil national de l'Eau (CNEAau)

Bobo-Dioulasso



Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement Niouga Ambroise OUEDRAOGO a installé ce jeudi 6 juillet 2017 les membres du Conseil national de l'Eau (CNEAau).la cérémonie a eu lieu à Bobo dioulasso.

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement Niouga Ambroise OUEDRAOGO a installé ce jeudi 6 juillet 2017 les membres du Conseil national de l'Eau (CNEAau).la cérémonie a eu lieu à Bobo dioulasso. Au cours de la cérémonie le nouveau président André P.

NONGUIERMA et les membres

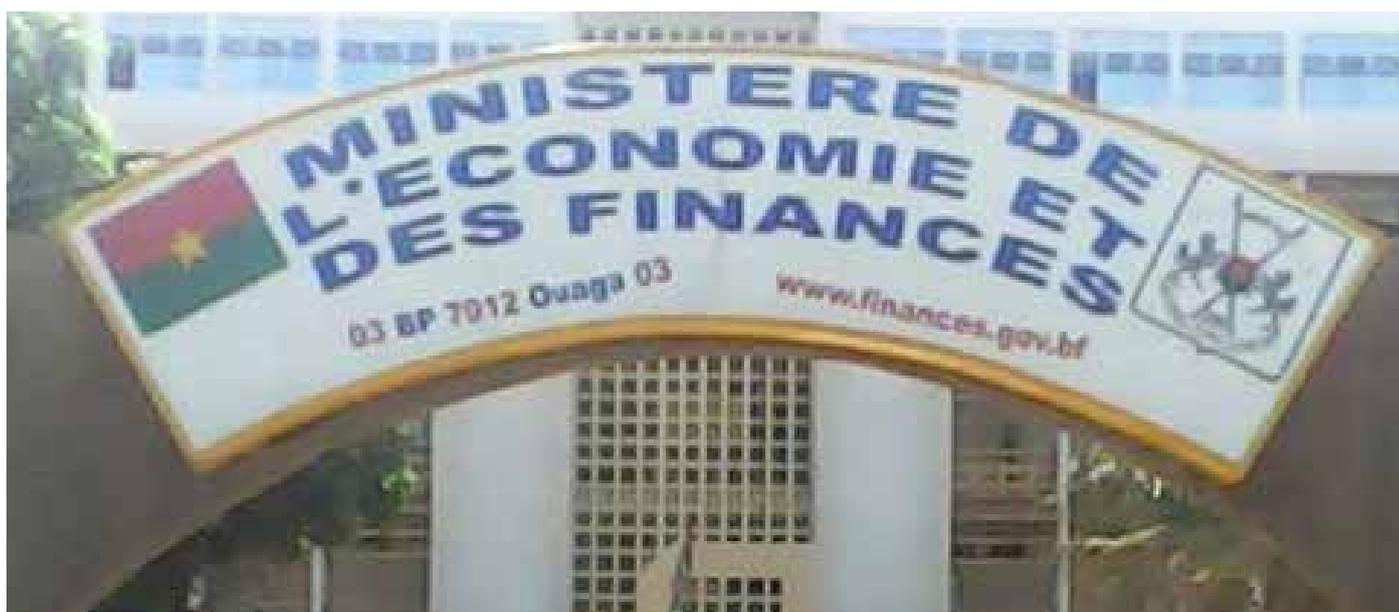
du bureau ont été installés. En marge de cette cérémonie, se tient la 31ème session du CNEau. cette session qui prendra fin demain 7 juillet 2017, va servir de cadre pour examiner et valider l'étude tarifaire de l'eau potable en milieu urbain et semi-urbain, la stratégie de partenariat public privé, la stratégie et le plan de communication des programmes AEP et AEUE, l'étude sur l'analyse

et la faisabilité de la mutualisation des compétences et des ressources des communes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Emprunt obligataire de l'État Burkinabè : l'opération débute ce vendredi 07 juillet 2017

Région du Centre



L'État du Burkina Faso à travers la Direction Générale du Trésor et de la Compatibilité Publique lance à partir d'aujourd'hui une émission d'emprunt obligataire. Cet emprunt vise la mobilisation de ressources destinées au financement des projets porteurs de croissance inscrits dans le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) du Burkina Faso. Le montant de l'émission est de 75 000 000 000 FCFA représenté par 7 500 000 obligations d'une valeur nominale de 10 000 FCFA chacune.

Quelques réponses importantes

A qui s'intéresse cette émission ? Cette «émission concerne toute personne physique ou morale jouissant pleinement de ses prérogatives légales, résidant

ou non dans la zone UEMOA.

Combien coûte une obligation ?

Le prix d'émission sera de dix mille (10 000) F CFA par titre obligataire, payable en une seule fois à la date de souscription.

Ya t il des frais de souscription ?

Aucun frais n'est perçu par l'Émetteur à la souscription (ni commission d'ordre, ni droits d'entrée). Par ailleurs, en cas d'inscription des Obligations sur un compte auprès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation ou des Banques Teneurs de Compte/Conservateurs agréées par le CREPMF, des frais sont prélevés au titre des Obligations (droits de garde, commission de tenue de compte). Il

appartient aux investisseurs de s'informer quant aux frais que pourraient leur réclamer ces établissements financiers.

Où souscrire ?

Dans toutes les sociétés d'intermédiation financières (SGI) de la zone UEMOA agréées par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) Au Burkina Faso vous pouvez le faire à :

- Coris Bourse, Chef de file du syndicat de placement tél. 25331485
- Société Burkinabè d'intermédiation financière (SBIF) contact : 25 33 04 91

Jusqu'à quand pourrais je souscrire ?

La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

La souscription sera ouverte du 07 au 21 juillet 2017 inclus. Elle pourra être raccourcie, prolongée ou déplacée à la discrétion de l'Émetteur, après avis du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Quel est le taux d'intérêt ?

Le taux nominal annuel est de 6,50%. Par exemple, une obligation rapporte un intérêt annuel de 650 FCFA, soit semestriellement 325 F CFA par titre, le premier coupon étant payable six (6)

mois après la date de jouissance ou le premier jour ouvré suivant.

Quelle est la durée de l'emprunt ?

La durée de l'emprunt est de 10 ans dont 2 années de différé.

Cette émission a-t-elle des garanties ? Cet emprunt obligataire bénéficie de la garantie souveraine de l'État du Burkina Faso.

Quel est le régime fiscal des opérations de ?

Les revenus liés à ces obligations sont exonérés de tout impôt pour l'investisseur résident au Burkina Faso et soumis à la législation fiscale sur les revenus de valeurs mobilières en vigueur dans les autres pays au moment du paiement des intérêts et du remboursement du capital.

Direction Générale du Trésor et de la Compatibilité Publique

Soutenance de thèse à l'université Ouaga II : Blanchard Auguste YAMEOGO déclaré docteur en sciences juridiques et politiques avec la mention très honorable

Région du Centre

L'Université Ouaga II a désormais un nouveau docteur en sciences juridiques et politiques en la personne de Blanchard Auguste YAMEOGO, inspecteur des impôts, chef de la Brigade de vérification à la Direction du Centre des Impôts (DCI) Ouaga 2. Il a soutenu le jeudi 06 juillet 2017 sur le thème « Étude de la fiscalité immobilière au Burkina Faso : droit positif et aspects prospectifs ».

La problématique centrale de la thèse défendue par l'inspecteur des impôts, Blanchard Auguste YAMEOGO est la suivante : comment accroître les recettes de la fiscalité immobilière tout en minimisant les effets négatifs sur

le plan économique et social ? Pour lui, la fiscalité immobilière pose deux problèmes : d'une part

les impératifs de gouvernance publique qui expliquent les nombreuses exonérations sur



La problématique centrale de la thèse défendue par l'inspecteur des impôts, Blanchard Auguste YAMEOGO est la suivante : comment accroître les recettes de la fiscalité immobilière tout en minimisant les effets négatifs sur le plan économique et social ?

La suite à la page 18

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17



Le Jury, présidé par Pierre MEYER, maître de conférences à l'Université Ouaga II, était composé de M. Pedro SANTOS, maître de conférences agrégé à l'Université de LOME, de M. Abdoulaye SAKHO, maître de conférences agrégé à l'Université Cheik Anta DIOP de DAKAR, de M. Filiga Michel SAVADOGO, directeur de thèse et professeur titulaire à l'Université de Ouaga II et M.

le plan économique et social et, d'autre part, la sécurisation des recettes qui impliquent des réformes visant la maîtrise ou l'élargissement de l'assiette fiscale. Selon Blanchard Auguste YAMEOGO, le télescopage de ces deux impératifs catégoriques et contradictoires met en jeu, d'une part, l'intérêt de l'individu dont certains droits sont garantis par la Constitution, notamment le droit au logement et, d'autre part, l'intérêt de la collectivité, c'est-à-dire de l'État dans ses missions de mobilisation de ressources pour le développement économique et social. Après quatre années d'analyse de la législation burkinabè, de celles d'autres pays africains et européens, de la doctrine et de la jurisprudence fiscales, Blanchard Auguste YAMEOGO est parvenu à la conclusion que plusieurs aspects minent la fiscalité immobilière et empêche, de ce fait, un recouvrement optimal des ressources au



Selon Blanchard Auguste YAMEOGO, le télescopage de ces deux impératifs catégoriques et contradictoires met en jeu, d'une part, l'intérêt de l'individu dont certains droits sont garantis par la Constitution.

La suite à la page 19

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

profit du Budget de l'Etat. Il cite comme preuve, l'interventionnisme à caractère social c'est-à-dire les exonérations accordées aux soumissionnaires. « Dans le système fiscal immobilier burkinabè, il y'a beaucoup d'exonération qui emmènent, bien souvent, beaucoup de déperditions de ressources. » a-t-il expliqué. Il a en outre souligné la non soumission de certaines opérations immobilières aux impôts en citant l'exemple de personnes qui payent et revendent des parcelles sans être soumis aux impôts. Blanchard Auguste YAMEOGO a également relevé d'autres difficultés notamment les coûts non moins élevés des taux d'impositions, la non soumission de certains intermédiaires immobiliers aux paiements des impôts, etc. Pour parer à cette situation, l'impétrant a appelé à plusieurs réformes à la fois radicales et progressives, dont la mise en œuvre améliorera la rentabilité de la fiscalité immobilière. Ces réformes portent essentiellement sur l'aspect juridique et l'instauration de nouveaux types d'impôts dans la fiscalité immobilière au Burkina Faso.

Au nombre des réformes radicales, l'impétrant propose les réformes suivantes : la nécessité de limiter l'interventionnisme à caractère exclusivement économique et social ; la nécessité de promouvoir l'interventionnisme économique à caractère territorial ; la nécessité de relire le livre des procédures fiscales en vue d'élargir le droit de communication à tous les acteurs intervenants dans la chaîne foncière (SONABEL, ONEA, Mairies,

Notaires, Sociétés immobilières, etc) ; la nécessité de fiscaliser certaines activités ou opérations immobilières et de les soumettre à des impôts modernes et rentables comme la TVA (la fiscalisation des activités des intermédiaires immobiliers, la taxation à la TVA des prestations et des produits des sociétés immobilières) ; la possibilité de créer une taxe pour le financement du logement ; la possibilité de créer de nouvelles taxes en matière de fiscalité environnementale ; l'institution d'un taux proportionnel sur les évaluations d'immeubles en lieu et place du forfait de 6000 F ; l'utilisation de moyens techniques adéquats en vue du renforcement du cadastre fiscal ; l'utilisation de procédures fiscales efficaces en matière de contrôle fiscal et de recouvrement des impôts. Au titre des réformes progressives, Blanchard Auguste YAMEOGO a insisté sur la nécessité de relever les taux d'imposition de certains impôts immobiliers, notamment ceux qui s'appliquent sur des revenus passifs (TPVI, IRF, Taxe spécifique sur les revenus des transactions des titres miniers).

Le Jury, présidé par Pierre MEYER, maître de conférences à l'Université Ouaga II, était composé de M. Pedro SANTOS, maître de conférences agrégé à l'Université de LOME, de M. Abdoulaye SAKHO, maître de conférences agrégé à l'Université Cheik Anta DIOP de DAKAR, de M. Filiga Michel SAVADOGO, directeur de thèse et professeur titulaire à l'Université de Ouaga II et M. Dominique KABRE, maître de conférences agrégé à l'Université Ouaga II. Ils ont apprécié les qualités d'analyse

de l'impétrant et lui ont décerné la mention très honorable. A la fin de la soutenance M. Filiga Michel SAVADOGO, professeur titulaire à l'Université Ouaga II, a salué la pertinence du thème traité par son étudiant. Il a par ailleurs indiqué que la fiscalité immobilière est un domaine assez sensible. « La fiscalité immobilière est un domaine très délicat parce que c'est un domaine qui peut apporter de l'argent à l'Etat, aux collectivités territoriales, mais également, il faut souligner que tous les impôts en la matière, ont des effets assez direct sur le patrimoine des contribuables. Cependant M. YAMEOGO a pu maîtriser la fiscalité immobilière en formulant des perspectives d'évolution pour améliorer la rentabilité tout en essayant d'être juste et de ne pas pénaliser les investissements. », a-t-il relevé. Dr Blanchard Auguste YAMEOGO a présenté le fruit de son travail en présence de quelques collègues, amis et famille, venu lui témoigner leur soutien et saluer ses mérites au terme d'un long parcours.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La cérémonie officielle de sortie de la promotion 2016-2017 de l'ENAPOSTE L'Ecole nationale des Postes (ENAPOSTE)

Région du Centre



La cérémonie officielle de proclamation du palmarès de l'ENAPOSTE au compte de l'année académique 2016-2017 sous la présidence du Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes.

Madame Hadja Fatimata OUATTARA / SANON a présidé la cérémonie officielle de sortie de la promotion 2016-2017 de l'ENAPOSTE L'Ecole nationale des Postes (ENAPOSTE) a organisé le jeudi 06 juillet 2017, la cérémonie officielle de proclamation du palmarès de l'ENAPOSTE au compte de l'année académique 2016-2017 sous la présidence du Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON et sous le parrainage du Ministre des Ressources animales et halieutiques, Monsieur Sommanogo KOUTOU.

La cérémonie de remise



Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON a présidé la cérémonie.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT



Le ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes a ensuite confié que « la SONAPOST vit actuellement dans un environnement hautement concurrentiel, marqué par la fin du monopole.

des parchemins a été ponctuée de discours avec des intermèdes musicaux. Dans son discours, la directrice de l'ENAPOSTE, Madame Madina BOUDA, a salué le Ministre Hadja Fatimata OUATTARA/SANON pour avoir rehaussé de sa présence l'éclat de la cérémonie et a remercié son collègue des ressources animales pour avoir accepté de parrainer cette activité. Embouchant la même trompette, le délégué général des élèves a manifesté sa joie de constater la présence effective du premier responsable de son Ministère de tutelle. S'adressant au parrain, il lui a témoigné toute sa gratitude au nom de tous les élèves pour avoir accepté leur demande de parrainage. Pour le délégué général des élèves, Monsieur KOUTOU, qui est lui-même un postier, a été choisi comme parrain par la promotion en raison de ses valeurs intrinsèques auxquelles elle s'identifie. Le Ministre des Ressources

animales et halieutiques, a pour sa part, dit combien il a été heureux d'avoir été choisi comme parrain de cette promotion de l'ENAPOSTE. Monsieur KOUTOU n'a pas manqué de prodiguer des conseils à ses filleuls pour, dit-il, leur permettre d'être des travailleurs exemplaires, amoureux du travail bien fait et des exemples en matière de probité. Pour se faire, il a invité ses filleuls à être des travailleurs consciencieux, disciplinés, assidus, respectueux de l'autorité, intègres et serviables. Promotion « Amado André OUANDO », du nom de l'ancien directeur de l'ENAPOSTE admis à la retraite, est le nom de la promotion 2016-2017 baptisée par Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON. Le ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes a ensuite confié que « la SONAPOST vit actuellement dans un environnement hautement concurrentiel, marqué par la fin du monopole. Les sociétés de

transport font à peu près le même travail. Il y a aussi que le courrier électronique se développe de plus en plus ». D'où la nécessité selon Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON, que la « SONAPOST déploie des stratégies pour se repositionner pour que la société reste toujours rentable ». C'est pourquoi elle a invité les cadres de la SONAPOST nouvellement sortis de l'école à faire preuve de créativité. La cérémonie a pris fin par la remise des diplômes. La promotion « Amado André OUANDO » compte 58 stagiaires dont 43 agents de bureau, 10 agents d'exploitation et 5 contrôleurs.

**DCPM/MINISTRE DU
DEVELOPPEMENT DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE ET
DES POSTES**

ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Stage – Administration du personnel expatrié – Ressources Humaines Internationales

Description

CADRE DU STAGE :

La Croix-Rouge française intervient dans plus de 30 pays, en Afrique, Asie, Maghreb, Moyen Orient, Caraïbes et aux Amériques au travers de plus de 200 projets, sur diverses thématiques : lutte contre le VIH, promotion à l'hygiène, reconstruction, formation au secourisme, santé publique et communautaire, nutrition, aide alimentaire, relance économique. Les contextes d'intervention vont de l'urgence au développement.

Le pôle des Délégués en Missions Internationales (DMI) assure la fonction de gestion des ressources humaines pour les opérations internationales. Le service est composé d'un responsable de pôle, d'un bureau de recrutement et suivi des DMI et d'un bureau de formation.

Le stage se déroule au sein du bureau de recrutement et suivi des DMI, qui est composé d'un responsable du bureau, de deux chargées des ressources humaines internationales, d'une chargée d'appui au recrutement, d'un chargé des départs et retours des délégués en mission internationale et d'une chargée de la gestion administrative des DMI.

Parallèlement à sa contribution au suivi administratif des DMI, le/la stagiaire aura l'occasion d'évoluer dans un contexte

humanitaire et de développer ses compétences dans le domaine des ressources humaines.

CONTEXTE DU STAGE :

Le/la stagiaire intégrera une équipe jeune, dynamique et engagée. Au sein du pôle DMI et sous la responsabilité de la chargée de la gestion administrative des DMI, il/elle participe à la gestion administrative des délégués, après une période de formation. En leur offrant un suivi personnalisé et des conditions de départ et de travail optimales, le pôle DMI représente un véritable soutien pour les délégués, conférant une forte dimension humaine à la gestion quotidienne de ces tâches administratives.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU STAGE :

Apporter un appui au bureau suivi et recrutement des délégués en missions internationales.

Participer à la gestion administrative d'environ 160 expatriés dans le respect des procédures en place.

Contribuer au renforcement des outils de gestion des ressources humaines.

DESCRIPTIF DES TACHES :

Appui à la chargée du suivi administratif des DMI dans ses tâches quotidiennes, parmi lesquelles :

Affiliation des DMI aux organismes de protection sociale (CFE, mutuelle et retraite)

Déclarations URSAFF

Briefings et débriefings aux expatriés à leur départ et retour de mission

E n r e g i s t r e m e n t auprès des assurances

Entrées en paie des DMI en lien avec la DRH

Préparation des avenants de prolongation et attestations diverses

Gestion du courrier et des factures

Gestion des fiches de paie

Gestion des audits

Renforcement des outils de gestion des ressources humaines : appui au développement de nouveaux outils RH pour faciliter le suivi des délégués, mise en place des études statistiques/ bilan des ressources humaines...

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

BAC+3 ou DUT dans la Gestion des Ressources Humaine/l'administration ou dans l'humanitaire/le développement.

Qualité du candidat

Rigueur et sens de l'organisation
– Aisance relationnelle
– Dynamisme – Esprit d'initiative – Vivacité d'esprit et optimisme – Sens de l'humour

Fonctions A u t r e ,
Organisation, Administration,
Ressources Humaines

Activités Ressources Humaines

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Pays Europe,	France	accès au restaurant d'entreprise avec une part subventionnée par la CRF + prise en charge à 50% du titre de transport	Email de la personne contact nadia.anwar@croix-rouge.fr
Contrat	S t a g e		Date de validité
Durée du contrat		Documents à envoyer	de fin de 01/08/2017
stage conventionné d'une durée de 6 mois – Prise de poste dès que possible		Merci d'envoyer votre CV ainsi qu'une lettre de motivation	
Salaire / Indemnité		Nom de la personne contact	
Selon la convention collective +		ANWAR	Nadia



Avis de recrutement

Poste: Coordonnateur de la qualité et de la responsabilité - Jordanie

Description

Nous sommes à la recherche de notre délégation en Jordanie pour une

Coordonnateur de la qualité et de la responsabilité

Localisation et conditions de travail: Amman

Date de début du poste: Juillet, 17 2017

Durée: 12 mois

Date limite: Terre des hommes ne fixe pas de date de clôture pour ce poste; le recrutement est en cours jusqu'à ce que le poste soit comblé.

Conditions

Contrat salarié suisse 4'200 CHF <> 5800 CHF net / mois selon l'expérience x 13 fois, Vacancy: 25 jours annuels laisse un hébergement local et le transport, l'assurance maladie, accident et assurance rapatriement médical, vol retour.

Le contexte:

Tdh a ouvert sa délégation en Jordanie en 2007 avec l'objectif de mettre en œuvre des programmes en Jordanie, d'abord en faveur des réfugiés irakiens. Actuellement Tdh met en œuvre deux grands projets en Jordanie, un justice pour mineurs (JJ) intervention a commencé en 2011 à Amman et une réponse à la crise syrienne a commencé en 2012 dans les communautés d'accueil dans les Gouvernorats du Nord et en 2013 dans le camp des réfugiés.

Dans le cadre de la réponse à la crise syrienne, Tdh fournit un ensemble complet de services

pour les enfants vulnérables syrien et jordanien afin d'améliorer leur bien-être et de promouvoir leur cohésion sociale et de la résilience. Grâce à des activités de soutien psychosocial, les compétences de la vie, l'éducation informelle et la gestion des cas. En outre, la mobilisation communautaire est le renforcement du système de protection des enfants et des mécanismes au niveau communautaire pour créer un environnement plus protecteur pour les enfants. Le renforcement des capacités des parties prenantes nationales est la pierre angulaire des projets à long terme et une priorité pour Tdh Jordanie. Un élément de renforcement des capacités forte sera ajoutée pour les parties prenantes nationales, en particulier au niveau local (les organisations communautaires (OBC) et les collectivités locales). Un accent particulier sur la cohésion sociale, l'intégration, l'autonomisation

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

des jeunes et la participation des parents sera également une priorité pour les années à venir.

L'équipe travaillant dans le camp EJC et les communautés d'accueil, sous la supervision du Coordonnateur du Nord terrain basé à Irbid (+ -1H d'Amman) et en collaboration avec 3 organisations communautaires pour les activités mises en œuvre dans les espaces amis des enfants permanent (CSA) et 12 OCB dans le nord de la Jordanie pour les activités de protection de sensibilisation.

L'objectif général du projet de JJ, mis en œuvre dans les organisations communautaires et la formation et les centres de réadaptation (CVR) est de renforcer un système de justice pour mineurs aux enfants jordaniens par le développement d'une réponse appropriée aux besoins des enfants à risque et détenu à Amman. Le projet est basé sur une approche à trois volets: la réponse aux besoins psychosociaux des enfants à risque ou détenus, le renforcement des capacités des parties prenantes JJ à améliorer leur capacité à protéger les enfants et le développement du mécanisme de coordination entre les parties prenantes JJ, y compris la justice informelle Les acteurs du système.

Le temps aujourd'hui, le bureau de coordination de Tdh en Jordanie se trouve à Amman et il y a un sous-bureau à Irbid dans le Nord. La délégation est composée de plus ou moins 80 employés actuellement basés

principalement dans le Nord où la grande partie des activités sont mises en œuvre. La délégation est très dynamique, au début de 2017, le budget global est d'environ 4 millions d'euros, grâce à plusieurs bailleurs de fonds dont les principaux sont la solidarité suisse (SWS), l'UNICEF, OCHA et ECHO.

Description de l'emploi générale :

La qualité et la responsabilité (Q & A) coordonnateur répondant directement au représentant de pays .

S / il travaille en étroite collaboration sur une base quotidienne avec tous les ministères , en particulier avec le Département technique, par le biais coordonnateur du programme, coordinateur de terrain et les gestionnaires de projet.

S / il gère les questions et réponses département. Ce service fournit des conseils méthodologiques et techniques et de soutien aux équipes opérationnelles à différentes étapes du processus de gestion de projet en mettant l'accent sur la responsabilité des bénéficiaires.

Le coordonnateur conçoit et met en œuvre des Q & Un cadre de Tdh Jordan de la délégation et supervise toutes les activités contribuant à la Q & A des projets et programmes, en fournissant un soutien aux équipes et partenaires impliqués.

S / il soutient directement les équipes en effectuant des analyses de situation, la conception de stratégies d'intervention, en capitalisant sur les leçons apprises et créer les conditions nécessaires pour informer, impliquer et communiquer avec les populations et les acteurs concernés par les projets et programmes (responsabilité).

Il / elle assure que les principes éthiques tels que l'égalité entre les sexes, l'équité et « ne pas nuire » sont respectés dans les projets et programmes.

S / il soutient une culture institutionnelle qui encourage la discussion, la pensée critique, l'apprentissage collectif et le travail d'équipe dans les domaines Q & A.

Il / elle contribue à développer une approche dynamique de Q & A l'intérieur et à l'extérieur de Tdh (dans le cadre de partenariats régionaux, des réseaux, des centres d'expertise, des groupes de travail, etc.).

Principales responsabilités :

Gestion stratégique

Diriger l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie Questions et réponses de la délégation, et son cadre opérationnel, conformément à la politique de Tdh et orientations (en coordination avec la délégation de la tête et les coordonnateurs de programme).

Assume la responsabilité

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

de la qualité des outils méthodologiques fournis par le Q & A département de projet / équipes de programme. Vérifie que les conditions sont propices à leur adoption par les équipes et surveille l'avancement des projets Q & A.

Aide à recueillir et partager les leçons apprises; soutient une culture d'ouverture et de discussion où la pensée critique est encouragée afin d'apprendre des erreurs et d'améliorer sans cesse les actions.

Assure des projets, programmes et initiatives de questions-réponses respectent les principes éthiques tels que l'égalité entre les sexes, l'équité et « ne pas nuire ». En particulier, protège les données confidentielles, applique les principes du consentement éclairé, et protège les enfants au cours de la réalisation des projets dans sa / son domaine d'expertise.

La gestion

Gérer les membres de l'équipe répondant à son / lui, de la phase de recrutement à la fin de leur emploi. Adopte de bonnes pratiques de gestion dans le respect des valeurs de Tdh. Applique la politique de gestion du personnel de la délégation.

Assure l'allocation optimale et une bonne gestion de son / les ressources de son ministère (y compris les ressources financières, logistiques, techniques et humaines). Surveille mensuels des budgets ministériels.

Appui aux projets et les équipes programme - analyses de situation, la stratégie, la capitalisation sur les enseignements tirés et la responsabilité

Rédaction d'un mandat pour des projets à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation; aider à sélectionner les consultants et le suivi de leur travail; l'analyse, la comptabilité et le partage des résultats de ces projets.

participer activement et de faciliter la conception de stratégies d'intervention pour les pays, les programmes, projets ou initiatives de plaidoyer.

Participer activement et faciliter, à écrire des sections Q & A dans les propositions de projets soumis aux donateurs.

Participer activement et de faciliter la conception et la mise en œuvre d'un cadre de responsabilisation adapté aux projets.

Finalise des projets spéciaux nécessitant une expertise technique spécifique et / ou le volume de travail pour les équipes de programme et les organisations partenaires: analyse de la situation, des études et des enquêtes spécifiques (à l'exclusion des études de S & E réalisées à l'interne), l'organisation et la gestion des groupes de travail stratégiques (planification, de consultation multi-acteurs, etc.).

Soutien aux équipes de projet et de programme - suivi et évaluation

Prise en charge du personnel en charge de S&E et assure la qualité de leurs contributions au projet et les équipes de programme.

Si le gestionnaire de suivi et d'évaluation est absent, supervise et / ou aide les équipes de projet et de programme élaborer des termes de référence pour les évaluations de suivi, des études et des enquêtes, sélectionnez consultants (le cas échéant), suivre les progrès, analyser les résultats et que les résultats soient pris en compte par les équipes opérationnelles.

Apprentissage et la réflexion

Assume la responsabilité de la construction des compétences Q & A des équipes de programme de Tdh, les équipes de projet et des organisations partenaires en veillant à ce que le soutien apporté aux équipes leur formation favorise (par le biais du mentorat) et en organisant des sessions de formation au besoin.

contribue activement à instaurer une culture de l'apprentissage et de réflexion dans la délégation, en facilitant les réunions de réflexion périodiques, l'écriture réflexion digestibles et rapports sur les leçons d'apprentissage, etc.

réseau interne et externe

Participe à des discussions sur les questions et réponses avec les acteurs impliqués dans ce domaine dans le pays concerné.

Participe à des discussions sur les questions et réponses avec les équipes de Tdh dans la zone

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

concernée et / ou du siège social.

Aide à déployer Q de Tdh et une stratégie par, si possible, s'impliquer dans des dossiers spécifiques, en coordination avec la zone concernée et / ou le Q & A Unité au siège social.

Sécurité et la sécurité des enfants

Et applique des politiques comprend de sécurité, les politiques de prévention des politiques sauvegarde des enfants et la fraude

Profil :

Expertise en gestion du cycle de projet, la connaissance détaillée des concepts, des processus et des outils, et de l'expérience dans la conduite des processus participatifs;

Expertise dans la conception, la planification et la mise en œuvre des initiatives Q & A (analyses de la situation, la planification, le suivi, l'évaluation, en capitalisant sur les enseignements tirés, la participation, la communication, la gestion de l'information);

Capacité à comprendre et à remettre en question les questions, hypothèses et initiatives de recherche en coordination avec une équipe de chercheurs externes;

Sensibilisation et connaissance des enjeux éthiques liés à la gestion du projet: l'égalité des sexes, l'équité et ne pas nuire;

Connaissance et expérience professionnelle dans le domaine des droits de l'enfant (protection et de la

santé) dans le cadre de l'aide humanitaire / développement;

Une parfaite maîtrise de l'anglais (lecture, expression orale et écrite en particulier) est un must.

Politique de protection de l'enfance:

Pour engager à respecter Tdh politiques de gestion des risques, y compris: la politique de protection des enfants, la sécurité et la politique et de lutte contre la fraude / Politique de sécurité corruption, Politique de dénonciation

Pour engager à assurer la meilleure application possible des politiques de gestion des risques Tdh

Pour engager à informer les superviseurs et de traiter tous les cas, les allégations ou possibilité de transgression, même potentiel, des politiques de gestion des risques Tdh

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Es tu intéressé? Voulez-vous faire face à ce défi?

P r o c é d u r e :

S'il vous plaît postuler sur notre site: www.tdh.ch/en/jobs Nous ne prendra en considération les demandes complètes en ligne correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement.

Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera

détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l'application en ligne, s'il vous plaît contacter notre service RH : rh@tdh.ch

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour la sécurité des enfants et de la protection.

Fonctions A u t r e , Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Moyen Orient, Jordanie

Contrat C D D

Postuler en ligne https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo_annonce_voir.p?id=874&idpartenaire=20002

Date de fin de validité 0 4 / 0 8 / 2 0 1 7

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Pays **Finance**
Manager - **Nigéria**

Accueil » Country **Finance**
Manager - **Nigeria**

Description

A C T E D :

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créer des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et

le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over 11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

Description du pays:

En réponse à la situation d'urgence au Nigeria, ACTED recrues

Position Description :

Sous l'autorité du Directeur Pays et Directeur des finances au siège, le directeur des finances du pays (CFM) sera responsable de la comptabilité et de la gestion financière ACTED dans le pays. Le CFM veille à ce que la législation nationale est respectée, et que le pays des normes spécifiques sont appliquées pour assurer une utilisation efficace des ressources.

1. Comptabilité et gestion financière

C o m p t a b i l i t é
T r é s o r e r i e

L'engagement des dépenses**2. Budget Management****Assurer le suivi budgétaire**

Développer les budgets des projets

3. Département Suivi

le leadership de l'équipe

Procédures internes et flux d'information

Ville
Maiduguri / Abuja

Expériences / Formation du candidat

minimum Master diplôme en finance ou dans un domaine connexe

3 ans d'une solide expérience dans les systèmes de gestion et de contrôle financier, de préférence de grands programmes de développement, éventuellement complété par l'expertise académique

Excellentes compétences financières et analytiques

Excellentes compétences en communication et rédaction de rapports efficaces sur la performance financière du programme

Capacité à gérer une équipe financière / suivi et faire preuve de leadership

Capacité de surveiller et d'évaluer les compétences financières et de suivi des communautés par le biais des efforts de renforcement des capacités

Capacité à travailler dans un environnement interculturel exigeant une flexibilité

Familiarité avec le système d'aide, et la compréhension des donateurs et des exigences gouvernementales;

Une connaissance préalable de la région un atout

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

Maîtrise de l'anglais requis - capacité de communiquer dans les langues locales un atout

Possibilité d'utiliser Microsoft Word, Excel et le logiciel de gestion de projet

Langues parlées

A n g l a i s

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil,

Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays
Afrique, Nigeria

Contrat C D D

Durée du contrat

12 mois, renouvelable

Salaire / Indemnité

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house de l'organisation

Les frais de transport

couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation de bagages

Prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV à jobs@acted.org sous Ref: CFM / NIA

Email de la personne contact
j o b s @ a c t e d . o r g

Date de fin de validité
04/08/2017

 **Avis de recrutement**

Poste : Responsable Sécurité

Volant

Description

Poste : Responsable Sécurité

Volant

Date de début : ASAP

Lieu d'affectation : 40% Paris / 60% Terrain

Type de contrat : CDI

A propos d'ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale

ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance. ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros (en 2015). Nos équipes sont composées de 300 employés internationaux et 4300 staff nationaux.

Contexte du poste et principaux défis

Le siège d'ACTED a été créé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui le siège est composé d'une trentaine de personnes dans les départements Finance, Logistique/ Sécurité, Administration/ RH, Développement de projets/Reporting, Audit, Juridique et Transparence, HUB et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux Directions Pays ainsi qu'aux Directions Régionales. Le siège fait aussi office de point de convergence pour la Direction d'ACTED, à savoir la Déléguée Générale, le Directeur du Développement et les quinze membres du Conseil d'Administration.

Rôle et principales responsabilités

Contexte et enjeux du poste

Basé à 40% à Paris et à 60 % sur le terrain (35 pays d'intervention) et sous l'autorité du directeur sécurité, le responsable sécurité volant sera en collaboration étroite avec

les directeurs et responsables pays, l'équipe de sécurité, les directeurs et responsables du siège et le personnel national et international d'ACTED.

Le responsable de la sécurité volant sera en charge de :

- Soutenir sur le terrain les missions d'ACTED dans la mise en œuvre des politiques de sûreté et de sécurité, du manuel global et des procédures destinés à garantir un environnement sécurisé pour le personnel, le matériel, les programmes et la réputation d'ACTED.

- Appuyer les Responsables Sécurité Pays et les points focaux sécurité dans les opérations quotidiennes de sûreté et sécurité.

- Développer les modèles, les outils et les procédures relatives au cycle de gestion de la sécurité (ci-dessous) et assurer leur mise en place dans les pays où ACTED intervient.

- Gérer l'audit sécurité et la formation du personnel sur le terrain.

Rôles et responsabilités principaux

1. Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie sécurité d'ACTED

Contribuer aux mises à jour et à la mise en œuvre des politiques de sécurité d'ACTED.

Contribuer aux mises à jour et à la mise en œuvre du Manuel Global d'ACTED

Revoir les plans sécurité pays des missions

2. Gestion des risques

Revoir la matrice d'analyse des risques pays

Revoir les mesures d'atténuation des risques : SOP, auto-évaluation MOSS, plans d'action sécurité pays et plans de financement sécurité pays

Identifier et informer le directeur sécurité des écarts importants entre l'auto-évaluation des analyses de risques et les plans de financement

Fournir des avis techniques sur les dispositifs de protections des locaux, des mouvements et des communications

Suivi des mouvements via des demandes de certificats sécurité pour les no-go zones.

Suivi de la sélection des nouveaux locaux

3. Préparation de l'urgence

Revoir les plans d'urgence et d'évacuation et proposer des amendements et modifications lorsque nécessaire

Mettre à jour les plans d'évacuations et de sécurité de toutes les bases d'ACTED en collaboration avec le personnel du pays

S'assurer que les missions d'ACTED ont un niveau adéquat de préparation en cas d'urgence

4. Management de crise

Potentiel déploiement pour

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

soutenir l'équipe de gestion des incidents pays et assurer le contact avec l'équipe de gestion des crises au siège.

Participer à la gestion des crises au siège si le Directeur Sécurité et Sûreté est absent

5. Processus de rapport d'incident

Revoir les rapports d'incidents du terrain

Proposer des recommandations afin d'éviter les incidents

Capitaliser sur les lessons learnt

6. Audit sécurité sur le terrain

Procéder à des audits terrain pour évaluer la conformité MOSS des missions

Proposer des recommandations et capitaliser sur les lessons learnt afin d'améliorer la gestion de la sécurité des missions

7. Formation

Conduire des formations et fournir de l'assistance aux bureaux pays

Superviser la formation de tout le personnel sécurité d'ACTED pour assurer la compréhension et le respect des règles et procédures de sécurité.

Développer les compétences des staffs sécurité nationaux

Fournir un appui au terrain sur les questions techniques relatives à la sécurité (système d'alarme, système de pistage, etc.)

8. Coordination et représentation extérieure

Assurer la liaison avec les cadres

supérieurs d'ACTED, les ONG internationales, les bailleurs de fonds, ainsi qu'une variété d'autres acteurs de la sécurité et les corps gouvernementaux liés à la sécurité

Travailler avec le département HQ logistique d'ACTED afin de s'assurer du respect des normes de sécurité et de sûreté au niveau des processus globaux d'ACTED en logistique et IT.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Au minimum 3 à 5 ans d'expérience de travail dans des pays avec des niveaux de sécurité volatile

Une expérience extensive en gestion et procédures de sécurité

Faire preuve d'habileté en communication et en organisation

Être en mesure de former, de mobiliser et de gérer à la fois le personnel national et international

Être flexible et pouvoir exercer plusieurs tâches à la fois sous pression

Habilitété prouvée à pouvoir travailler de manière créative et indépendante

Maitrise complète de l'anglais et du français à l'oral et à l'écrit

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration,

Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays
Amérique latine, Europe, Afrique, Haïti, Asie, France, Ukraine, Moyen Orient

Contrat C D I

Durée du contrat
C D I

Salaire / Indemnité

- Salaire défini par la grille des salaires d'ACTED : le niveau d'éducation, l'expertise, la difficulté, la sécurité et la performance sont pris en compte

- Assurance maladie

- Tickets restaurant

- 50% du prix du transport

Documents à envoyer

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation + références) à jobs@acted.org avec pour objet :

Ref: SECUM/HQ

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 04 / 08 / 2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Description

Poste: Responsable de Développement de Projets

Date de début : ASAP

Lieu d'affectation : Port-au-Prince

Type de contrat: CDD

Durée du contrat : 1 an, renouvelable

A propos d'ACTED

Depuis 1993, l'ONG ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme. ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable. Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire : notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 300 staff internationaux et 4300 staff nationaux.

Profil du pays début 2016

Nombre de projets: 6

Nombre de zones : 4

Nombre des salariés nationaux: 300

Budget annuel (EUR): 5 M Euros

Bureau en Capitale Port au Prince

Contexte du poste et principaux défis

ACTED est présente en Haïti depuis 2004 auprès des populations les plus vulnérables, d'abord dans le centre du pays et, depuis l'intervention d'urgence à la suite du séisme de 2010, à travers l'île et notamment dans le Grand Sud. Haïti reste l'un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles. La sécheresse qui a touché le pays en 2015 a exacerbé les problématiques liées à l'eau et à la sécurité alimentaire. À cette exposition aux aléas climatiques s'ajoutent l'épidémie de choléra qui sévit depuis octobre 2010 ainsi que des problèmes d'ordre environnemental, politique et socioéconomique. Alors que le pays s'engage dans une phase de développement, ACTED continue d'accompagner le renforcement de la société civile, de lutter contre le choléra et d'améliorer la gestion de l'eau, tout en développant des initiatives innovantes dans le domaine de l'assainissement.

Mise à jour novembre 2016 | Urgence Matthew – L'ONG ACTED est notamment présente dans les départements du Sud et de Grand'Anse, touchés de plein fouet par l'ouragan Matthew le 4 octobre 2016. Aujourd'hui ce sont plus de 150 personnes qui sont mobilisées auprès des populations touchées par

le passage dévastateur de l'ouragan Matthew en Haïti, avec une réponse d'urgence multi-sectorielle : distributions de rations alimentaires familiales, traitement et accès à l'eau potable et aux services essentiels, distributions de biens de première nécessité, lutte contre le choléra, renforcement de l'habitat.

Rôle et principales responsabilités

Objectifs :

Contribuer activement au positionnement d'ACTED dans le pays et garantir le financement de la stratégie de programmation d'ACTED

Garantir de bonnes relations avec les donateurs à travers une gestion des subventions de qualité et ponctuel.

Faciliter la coordination et la communication interne et s'assurer que le Département de Développement des Projets (PDD) opère de manière efficace.

Accroître la présence et la crédibilité d'ACTED auprès des acteurs externes en communiquant une image positive des activités et des engagements ACTED dans le pays.

Descriptif du poste :

1 Positionnement et Collecte de Fonds

1.1 Analyse contextuelle

1.2 Stratégie de

La suite à la page 33

JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

d é v e l o p p e m e n t

1.3 Relations externes

1.4 Collecte de fonds et de propositions

1.5 Contrats

2 Grant Management

2.1 Suivi des contrats

2.2 Rapports

2.3 Suivi des partenaires

3 Management et Coordination interne

3.1. Gestion d'équipe

3.2. Coordination et Communication internes

4 Communication externe

Ville

P o r t - a u - P r i n c e

Expériences / Formation du candidat

Diplôme Supérieur en Sciences Politiques, Relations Internationales, Développement International ou équivalent (anthropologie, sociologie, aide Humanitaire)

Expérience de terrain dans le secteur humanitaire, rédaction de rapports et

relations bailleurs requises

Excellent niveau de communication écrit et oral en Français et Anglais

Capacités et compétences d'analyse

Habilité à travailler sous pression

Expérience à l'étranger nécessaire

Langues parlées

F r a n ç a i s

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays

Amérique latine, Haïti

Contrat C D D

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

Salaire défini en fonction de la grille des salaires ACTED

Living allowance mensuelle

Logement en Guest House et nourriture pris en charge par ACTED

Billets d'avion pris en charge par ACTED

Sécurité sociale, Mutuelle et rapatriement pris en charge par ACTED

Documents à envoyer

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation + références) à jobs@acted.org avec pour objet

Ref: PDM/HAI/SA

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 04/08/2017

*Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...*

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Fondé le 26 août 2013.
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08/07/2017 AU 15/07/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	28	Rood Wooko	25	
2	Amaro	25 34 33	15	Jabnéel	25 44 78 70	29	Sangoulé Lamizana	25
28			16	Jourdain	25 36 06 86	30		
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	31	Schifeyi	25 40 27 42
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	32	Sig-Noghin	25 35 09 77
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	33	Sigri	25 41 21 48
6	Boulmiougou	25	20	Marlass	78 55 00 52	34	Sud	25 38 42 82
43 12 68			21	Martin	25 50 84 59	35	Talba	25 36 22 25
7	Cité An III	25 33 19 66	22	Meteba	25 33 53 33	36	Tanko	25 35 15 57
8	Dapoya	25 31 32 01	23	Nayyira	25 48 18 41	37	Univers	25 41 99 65
9	Delwindé	25 36 72 80	24	Neima	25 35 56 82	38	Wati	25 38 52 92
10	Denisa	71 82 76 60	25	Nemadis	25 37 30 41		Yobi	25 31 16 30
11	Faso	25 38 19 29	26	Progrès	25 43 01 62			
12	Flayiri	25 40 73 44	27	Providence	25 31 86 48			
13	Hamdalaye	25 34 36 94						

ADRESSES UTILES

Ouagadougou Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11 SONABEL: 25 30 61 00 Aéroport: 25 30 65 15 Police secours: 25 30 71 00 Gendarmerie: 25 31 33 40	Pompiers: 18 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30 Aéroport: 20 97 00 70 Burkina secours: 20 97 01 43 Police secours: 17 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33
Bobo-Dioulasso	

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO